

## LA FONCTION PUBLIQUE DISPOSE (ENFIN) D'UN INTERLOCUTEUR À PART ENTIÈRE



© ISABELLE HARSIN/SIPA

***Vendredi 24 novembre, le député socialiste Olivier Dussopt a été nommé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, et sera particulièrement en charge du dialogue social dans la fonction publique. Depuis le début du quinquennat, la fonction publique semblait unanime sur la nécessité d'un tel poste. Charge désormais au nouvel arrivant de renouer le fil, particulièrement tendu, du dialogue social dans le secteur public. Les organisations syndicales de fonctionnaires l'attendent de pied ferme.***

Enfin, diront certains. À l'occasion du remaniement du vendredi 24 novembre, le président de la République a décidé de nommer le député socialiste Olivier Dussopt secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin. Ex-proche de Martine Aubry devenu "vallsiste", le parlementaire de l'Ardèche et actuel président de l'Association des petites villes de France (APVF) sera en charge de l'épineux dossier de la fonction publique et plus particulièrement du dialogue social dans ce secteur, même si les secrétaires de l'État placés auprès des ministres sous la Présidence Macron ont vocation à traiter de tous les dossiers du périmètre ministériel. Pour rappel, Gérard Darmanin est en charge du budget, de la fonction publique et de la réforme de l'État.

La nomination d'un secrétaire d'État était particulièrement attendue par le milieu de la fonction publique depuis le début du quinquennat. Certains avaient reproché au chef de l'État l'organisation ministérielle retenue dans les deux premiers gouvernements "Philippe" et en

particulier l'arrimage de la Fonction publique à Bercy. Jusqu'à ce jour, le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin, chapeautait ainsi seul à la fois le budget, la réforme de l'État et la fonction publique. À la différence de la Présidence socialiste, le libellé même de "Fonction publique" avait disparu des intitulés ministériels.

## **Geste d'apaisement**

La nomination d'Olivier Dussopt constitue donc un geste d'apaisement de la part d'Emmanuel Macron à l'égard des agents publics. Depuis quelques mois, le climat social est en effet assez tendu dans le secteur public. Unanimes, les syndicats de fonctionnaires reprochent notamment au gouvernement de considérer les agents publics uniquement sous le prisme budgétaire.

En ligne de mire des représentants du personnel : le gel de la valeur du point d'indice, la réduction des effectifs de fonctionnaires, le report d'un an du protocole sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR), la réinstauration d'un jour de carence dans le secteur public ou encore le mécanisme prévu par l'exécutif pour compenser la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) pour les agents publics, que les syndicats jugent insuffisant. Cette accumulation d'annonces avait poussé les 9 organisations syndicales du secteur public à la mobilisation le 10 octobre dernier et même au boycott d'une assemblée plénière du Conseil commun de la fonction publique le 6 novembre.

## **Représentants du personnel attentifs**

Charge désormais à Olivier Dussopt de renouer les fils du dialogue social dans la fonction publique. Une tâche sur laquelle les leaders syndicaux l'attendent déjà. *"Souhaitons qu'il dispose de marges de manœuvre pour infléchir la politique menée jusque-là à l'égard des agents publics"*, tonne Denis Turbet-Delof, délégué Fonction publique chez Solidaires, tout en affirmant ne pas avoir à ce propos de *"grandes illusions"*.

*"Il appartient désormais à Olivier Dussopt de rétablir la confiance avec les agents publics et de construire un dialogue social à la hauteur des enjeux pour la fonction publique"*, a quant à elle réagi la secrétaire générale de la CFDT Fonctions publiques, Mylène Jacquot. Une réaction partagée par Luc Farré, de l'Unsa Fonction publique : *"C'est une décision positive. La fonction publique et ses 5,4 millions d'agents méritaient un ministre ou un secrétaire d'État à part entière."*

*"Nous voulons voir dans cette récente nomination [...] le signe annonciateur d'un retour raisonnable à une négociation partenariale enfin digne de ce nom"*, estime de son côté Nathalie Makarski, présidente de la Fédération des services publics de la CFE-CGC. La plupart des représentants du personnel affirment avoir déjà sollicité une audience auprès du nouveau secrétaire d'État.

Dans un tweet, le ministre Gérald Darmanin s'est quant à lui déclaré *"heureux de l'accueillir à (ses) côtés pour travailler ensemble"*. *"Il y a tant à faire"*, a-t-il néanmoins prévenu.

Les réactions à cette nomination ont été parfois rudes dans l'ancien parti d'Olivier Dussopt, qui a voté contre le projet de loi de finances mardi 21 novembre, cinq jours avant son entrée au gouvernement, gouvernement à l'égard duquel le Parti socialiste n'avait déjà pas voté la confiance en juillet dernier – il s'était abstenu.

Ministre de la Fonction publique sous l'ère Hollande, Marylise Lebranchu n'a pas manqué de s'interroger sur l'état d'esprit du nouveau secrétaire d'État, en ironisant sur son potentiel programme à l'égard de la fonction publique. *"La suppression du jour de carence [...], la relance de PPCR, c'est le programme d'Olivier Dussopt ?"* a-t-elle ainsi questionné sur Twitter.

## **Christophe Castaner maintenu aux Relations avec le Parlement**

À l'occasion de ce mini remaniement, Benjamin Griveaux, jusqu'ici secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, a quant à lui été nommé porte-parole du gouvernement, en remplacement de Christophe Castaner, qui reste secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement. Ce dernier cumule ainsi ce poste avec la direction de La République en marche (LREM). Delphine Gény-Stephann, l'une des dirigeantes de Saint-Gobain, devient pour sa part secrétaire d'État auprès de Bruno Le Maire.

Par Bastien SCORDIA

